

Hon. Sir Francis Hincks said he was glad of an opportunity of explaining what was a complete misunderstanding. What he had stated was, that the Minister of Justice had only time for a few minutes' consultation. The Minister of Militia was not present, and they had not had the benefit of consulting with him, and they all knew the benefit of discussion, but he never meant to say that the Minister of Militia was ignored.

Hon. Mr. Holton—Then the Cabinet was unanimous.

Hon. Sir John A. Macdonald—Of course we were.

Hon. Sir Francis Hincks—The Minister of Militia was not present, but had given in his adhesion to the decision arrived at. The hon. gentleman might attack him, for what they called his degradation. He attached very little value to such attacks. He was not ashamed of the policy announced at first, and he now proposed to adhere to it. He had no regret to express in seeing that the views of the supporters of the Government did not go with them, and they had shown their willingness to abandon that part of the policy, whose features were most objectionable, and to endeavour to obtain the consent to modify it. They had now, therefore, determined to revert to the original policy and ask the concurrence of the House.

Mr. Mackenzie said he had listened with very close attention to the reasons given by the Ministers of Justice and Finance, for the very extraordinary and unprecedented course which they had chosen to pursue in that matter, and he should review very briefly the very extraordinary statements which had fallen from both Ministers in justification of that course. He was surprised to hear the Finance Minister make the statement he had done that night. He had admitted that his policy was one of expediency, and did not attempt to justify either his extraordinary tariff or the proceedings of the Government concerning it on the plea that it was right, but because a considerable number of the supporters of the Government would not sustain that policy. (Hear.) That was the reason given by the hon. gentleman, but how degrading it was for the hon. gentleman to come down with a policy that he did not care to defend on its merits, but was compelled to state that they had only framed a policy which, by imposing a tax in one corner, and another in a different corner, and by attempting one course, and then another, to obtain a sufficient number of votes to enable them to carry that measure through the House. The course which

[Hon. Mr. Holton—L'hon. M. Holton.]

L'honorable sir Francis Hincks répond qu'il est content d'avoir l'occasion d'expliquer ce qui n'a été qu'un simple malentendu. Ce qu'il a dit, c'est que la consultation avec le ministre de la Justice n'a duré que quelques minutes. Le ministre de la Milice n'était pas présent et on n'a pas eu la chance d'en discuter avec lui. Chacun connaît les bienfaits de la consultation, et il n'a jamais voulu dire que le ministre de la Milice avait été laissé de côté.

L'honorable M. Holton—Alors, le Cabinet était unanime.

L'honorable sir John A. Macdonald—Certainement que nous l'étions!

L'honorable sir Francis Hincks—Le ministre de la Milice n'était pas présent, mais il avait donné son adhésion à la décision prise. L'honorable collègue peut l'attaquer et le rabaisser. Il attache bien peu d'importance à de telles attaques. Il n'avait pas eu honte de la politique annoncée, et il se propose maintenant de s'en tenir à cette politique. Il n'éprouve aucunement le besoin d'exprimer des regrets en constatant que des partisans du Gouvernement différaient d'opinion, qu'ils avaient fait connaître leur intention d'abandonner cette partie de la politique dont les éléments étaient les plus controversés et de s'efforcer d'obtenir l'autorisation de la modifier. Les membres du Gouvernement ont décidé, par conséquent, de revenir à la politique originale, et demandent l'assentiment de la Chambre.

M. Mackenzie dit avoir écouté avec la plus grande attention les raisons invoquées par les ministres de la Justice et des Finances au sujet de la ligne de conduite extraordinaire et sans précédent qu'ils ont décidé d'adopter en cette affaire, et se propose de passer en revue très brièvement les déclarations fort surprenantes qui sont tombées des lèvres de ces deux honorables ministres pour justifier cette ligne de conduite. Il a été très surpris d'entendre la déclaration faite par le ministre des Finances, ce soir-là. Il a admis que sa politique était une politique d'opportunisme, et il n'a pas tenté de défendre le tarif extraordinaire, ni la façon d'agir du Gouvernement à ce sujet, parce qu'ils étaient justifiés, mais plutôt parce qu'un nombre considérable de partisans du Gouvernement se refusaient à appuyer cette politique. (Bravo!) Telles étaient les raisons données par l'honorable collègue, mais quelle déchéance de sa part que de présenter une politique dont il n'a pas eu le courage de défendre le bien-fondé. Il est forcé de déclarer que le Gouvernement a simplement conçu une politique qui, en imposant une taxe ici, une autre là, et en faisant l'essai d'une ligne de conduite, puis d'une autre, a essayé d'obtenir un nombre suffisant